

14 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Valéry Giscard d'Estaing sur la politique sociale lors de la campagne officielle pour l'élection présidentielle, Paris, mardi 14 avril 1981

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a une question que j'ai envie de vous poser depuis bien longtemps. Est-ce qu'il est possible, quand on occupe vos fonctions, de garder le contact avec les Français, de savoir qui ils sont, de savoir ce qu'ils pensent et de percevoir vraiment ce qu'ils attendent de leur Président ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que c'est possible. De toutes façons, c'est un problème qui serait le même pour tout Président. D'abord, on dispose de beaucoup d'informations, les mêmes informations que tous les Français, puisque le matin, au réveil, on écoute la radio, on lit les journaux, je regarde la télévision en général à l'heure du déjeuner et je reçois donc les mêmes informations que les Français.

- QUESTION.- On ne peut rien vous cacher !

- LE PRESIDENT.- Non, je ne crois pas qu'on puisse cacher quoi que ce soit dans un monde où il y a tellement d'informations. D'autre-part, il y a des sources d'informations plus directes. Par exemple, je reçois un courrier. J'ai reçu pendant mon septennat un million quatre cent mille lettres de Françaises et de Français. J'en lis d'abord, naturellement, un grand nombre et ensuite tous les mois j'ai une analyse de ces lettres pour montrer tous les types de préoccupation de mes correspondants.

- Et puis enfin, il y a une vie de famille : j'ai quatre enfants dont la vie est celle des garçons et des filles de leur âge, ce ne sont plus des enfants, ce sont des adolescents, qui ont fait leurs études pendant cette période, qui ont été dans des établissements d'enseignement, qui ont fait leur service militaire, et ainsi de suite, donc qui apportent les échos de la vie quotidienne des Français.\

QUESTION.- Mais enfin, vous savez que la plupart du temps on apprend beaucoup de choses chez l'épicier ou en allant acheter un paquet de cigarettes au tabac du coin. Vous n'y allez pas tout de même.

- LE PRESIDENT.- Je n'achète pas de paquet de cigarettes parce que je ne fume pas ! Mais je peux vous dire que, par exemple dimanche dernier, nous rentrions à la campagne et nous avons eu une panne d'auto - de débrayage - Nous sommes allés en roue libre heureusement jusqu'au prochain garage et là, nous avons fait réparer la voiture. Et dans la vie courante, j'ai tout de même beaucoup d'occasions de rencontre avec les Françaises et les Français.

- Le matin, souvent je fais des promenades autour de l'Élysée, et j'en vois, je leur dis bonjour, nous parlons, nous échangeons quelques réflexions. Et enfin, je suis quelqu'un qui regarde beaucoup. Il y a une information par le regard. Quand vous circulez dans la ville, quand vous regardez le visage des uns et des autres, quand vous participez à des réunions et moi, c'est par le regard que j'observe beaucoup.

- QUESTION.- Alors j'imagine que vous tenez compte de ce que vous observez.

- LE PRESIDENT.- J'essaie d'en tenir compte. En réalité votre question est plutôt, j'imagine, de dire : "est-ce que l'on peut sentir. On sait mais est-ce qu'on peut sentir avec la vie très particulière qu'on mène ?"

- Sur cette vie, je dirai ceci pour mon prochain septennat si je suis élu : Il faut tout à fait distinguer deux choses :

Il y a la vie officielle. La vie officielle d'un Président de la République française doit être

- Il y a la vie officielle. La vie officielle d'un Président de la République française doit être marquée par la dignité parce que nous sommes un grand pays, un ancien pays.

- Et puis, il y a la vie personnelle. Elle doit être aussi simple que possible. Je m'y suis efforcé et je m'y efforcerai davantage encore.\

QUESTION.- Alors, vous êtes à l'écoute des femmes, bien sûr. Vous avez fait de la condition féminine une des priorités à votre arrivée à l'Élysée. Est-ce que vous avez l'impression que tout, à peu près, est fait en ce qui concerne la condition féminine, ou est-ce vous pourriez faire encore plus de choses ?.

- LE PRÉSIDENT.- On doit faire plus. Je crois que l'idée, le message est passé, c'est-à-dire que les femmes françaises doivent avoir une place importante dans la société française. Je crois que ce message est passé. Il y a encore quelques années il était contesté, ou on le disait du bout des lèvres. Aujourd'hui le message est passé.

- Je crois également qu'un certain nombre de choses importantes ont été -entreprises concernant la condition féminine. Il y a eu des progrès mais je crois qu'il y a davantage encore à faire : Au début comme il s'agissait de quelque chose de nouveau, qui était cet exercice des responsabilités par les femmes, on a peut-être trop mis l'accent, justement, sur ce seul aspect & exercice des responsabilités, vie professionnelle des femmes.

- Je souhaite maintenant qu'on mette un peu plus l'accent sur le problème de la compatibilité entre la vie professionnelle des femmes et la vie de famille. Comment les femmes peuvent-elles à la fois avoir une vie professionnelle, à laquelle elles aspirent - et à mon avis toutes aspirent à avoir une certaine vie professionnelle, à un moment - et la vie de famille.

- Deux idées là-dessus : d'une-part le développement du travail à temps partiel, qui ne doit pas être une règle mais qui est une possibilité, et pour lequel, vous le savez, j'ai prévu un grand développement & travail à temps partiel qui doit s'accompagner d'une carrière, naturellement. Et puis également le problème de l'éducation des très jeunes enfants, c'est-à-dire avant la maternelle.\

QUESTION.- C'est tellement agréable d'élever son enfant pendant quelques mois, quelques années.

- LE PRÉSIDENT.- Je crois que c'est le désir profond de beaucoup de femmes. Pour les enfants jusqu'à deux ou trois ans, jusqu'à l'arrivée à la maternelle, il y a là probablement des formules d'organisation qu'on peut trouver, et puis aussi un problème de ressources. Nous devons créer un type de ressources pour les jeunes femmes qui, pendant cette période, choisissent d'élever leurs enfants.

- QUESTION.- On pourrait presque appeler cela un salaire ?

- LE PRÉSIDENT.- Voilà, le mot ne m'effraie pas. C'est une ressource. Et enfin, pour les femmes françaises, je vais vous dire une chose, si vous me permettez, j'ai un secret avec les femmes françaises, c'est-à-dire que, si j'ai attaché tellement d'importance c'est pour une raison profonde et ce secret je le dirai un peu plus tard. Pas aujourd'hui.\

QUESTION.- Vous avez cherché aussi à réduire les inégalités. Naturellement on a vu cela en ce qui concerne les personnes âgées, c'est très important. Mais je voudrais, moi, vous dire une chose : il y a une catégorie de Français qui se sent un peu mal aimée, je vais vous dire qui. Ce sont ce qu'on appelle les Français moyens, mais ce n'est pas péjoratif du tout, "moyen" & je veux dire : ce sont les employés de bureau, vous voyez les gens qui vont au bureau tous les matins, tous les après-midi, qui rentrent chez eux à 18 h le soir & qui n'ont pas une vie très drôle, qui ne gagnent pas très mal leur vie, mais juste un tout petit peu au-dessus du plafond et qui ne peuvent pas bénéficier de certaines prestations sociales qui sont bien utiles aux autres, et qui font que les autres continuent à avoir, mais eux ils ne peuvent pas les avoir. Alors, est-ce qu'il n'y aurait pas quelque chose à faire pour ceux-là ?

- LE PRÉSIDENT.- Est-ce que vous me reposez une question sur les personnes âgées ?

- QUESTION.- Ah si vous voulez bien-sûr.

- LE PRÉSIDENT.- Parlons d'abord de ces catégories. Non, ce ne sont pas des "mal-aimés". Ils ont ce sentiment, pourquoi ? Parce que c'est la catégorie la plus nombreuse, actuellement, des Français au travail, ils sont même maintenant légèrement plus nombreux que les ouvriers, et ils

voient que dans les grands débats sociaux on s'occupe moins d'eux que des autres.

- Pourquoi ? Comme ils sont en réalité dans une situation moyenne, et qu'il fallait corriger les grandes injustices, et que les grandes injustices étaient aux deux bouts, ils se sont dit : on ne s'occupe pas de nous. De plus, pour corriger certaines de ces grandes injustices et notamment tout ce qui concernait les basses rémunérations, on a créé des avantages sociaux pour les catégories qui avaient les plus petites rémunérations, avantages qui ne se sont pas appliqués, ou se sont imparfaitement appliqués, à ces catégories moyennes. Par exemple : un certain type d'aide au logement, certaines prestations, même familiales, ont des plafonds ` plafonds de ressources ` qui font qu'ils n'en bénéficient pas, et ils ont ce sentiment donc d'être mal aimés.

- QUESTION.- Vous savez, quelquefois, entre le plafond et ce qu'ils gagnent, c'est tout petit comme différence.

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas si vous étiez là, mais j'en ai parlé l'autre jour à Lille. En effet, cette catégorie est très importante et elle devient de plus en plus la partie centrale de la France.

` Réponse `

- Ce que nous devons faire, c'est ceci : il fallait l'effort pour les catégories les plus défavorisées, il fallait le faire. Mais, ayant consacré des ressources à cet effort, il faut maintenant voir si ce qui a été fait pour les catégories moyennes n'est pas, dans une certaine mesure, trop injuste et en tout cas trop étroit.

- Et regarder, précisément, à propos de l'aide au logement, de l'accession à la propriété, les questions de plafonds de ressources, si nous ne devons pas revoir ces plafonds de ressources, et éventuellement supprimer certains d'entre eux. Il y a une question importante : Je suis partisan, pour ces catégories, du maintien de ce qu'on appelle le "quotient familial" dans l'impôt. Il y a des candidats qui proposent la suppression du quotient familial. Je suis contre cette suppression : parce que cela serait la même chose £ on commencerait à mettre un plafond, qui serait assez haut naturellement, on dirait aux catégories moyennes : cela ne vous concerne pas. Et puis, avec l'évolution, la hausse des prix, ces catégories moyennes seraient atteintes.

- Donc, ce que je veux dire : c'est réviser les plafonds de ressources pour leur donner accès à certaines facilités ou à certaines prestations, maintenir le quotient familial.

QUESTION.- Les personnes âgées : vous avez fait beaucoup de choses pour elles. Ce n'est pas encore bien sûr l'idéal, étant donné que l'idéal pourrait être quelque chose de bien plus important. Ce que je sais, c'est que ces personnes âgées, souvent, ont des problèmes parce qu'elles ont de petites économies qu'elles placent, et des petites économies cela ne rapporte pas grand chose, et quelquefois c'est au-dessous du taux d'inflation.

- LE PRESIDENT.- Les personnes âgées, cela a été un des grands efforts, pas personnel, je ne veux pas faire croire, naturellement, que c'est moi qui ai conduit tout seul cet effort £ c'est un effort national. Pendant sept ans la progression de niveau de vie des personnes âgées qui était la correction d'une grande injustice, a représenté une dépense supplémentaire, par-rapport à la simple poursuite de ce que l'on faisait avant, de 50 milliards de francs, que les Français ont apporté par solidarité normale.

- Cet effort sera poursuivi. Les personnes âgées se disent, on a parlé de nous dans le passé, on parle maintenant de la jeunesse, est-ce qu'on va maintenant nous oublier. On va naturellement poursuivre l'effort, c'est-à-dire la progression du pouvoir d'achat des personnes âgées et notamment du minimum-vieillesse.

- Deuxième sujet : je crois qu'une de leurs grandes aspirations, c'est de rester chez elles. C'est le problème du maintien à domicile. Il y a beaucoup de questions à cet égard : aménagement du logement, aide à domicile. Mon objectif c'est qu'il y ait 50 % d'heures de plus d'aide à domicile dans le prochain septennat pour permettre le maintien chez elles des personnes âgées qui le souhaitent.

` Réponse `

- Vous m'avez parlé de la question de l'épargne. Regardez £ à l'heure actuelle, le dernier emprunt d'Etat (les emprunts d'Etat, on les souscrit partout, comme vous le savez, dans tous les établissements) a été placé à un taux d'intérêt de 13,8 %, et la hausse des prix à l'heure actuelle

- elle est encore trop forte bien sûr - est un peu supérieure à 12 %, et nous espérons d'ailleurs en réduire le taux d'ici la fin de l'année. Donc, par exemple, en souscrivant à un emprunt, on était protégé contre le taux de hausse des prix.

- QUESTION.- En fait il faut les conseiller.

- LE PRESIDENT.- Il faut les conseiller. Il faut essayer, j'en prends l'engagement, que toutes les émissions des emprunts faits auprès du grand public aient un taux d'intérêt qui soit supérieur au taux d'inflation.\

QUESTION.- Vous avez parlé notamment des jeunes, bien sûr, on va y revenir aux jeunes, mais je voulais vous parler d'abord de la famille. On a un peu l'impression que les valeurs familiales se perdent. Tout le monde s'en plaint autour de nous. Est-ce que vous croyez qu'il est du ressort du chef de l'Etat d'essayer de redonner une espèce d'élan en cette matière, et puis en ce qui concerne la démographie, on se plaint qu'il y a de moins en moins d'enfants et c'est difficile d'élever des enfants, matériellement et moralement.

- LE PRESIDENT.- La famille, ce n'est pas l'Etat, et les pays dans lesquels la famille c'est l'Etat, c'est hélas la mort de la famille.

- La famille, c'est la cellule de base de la société française, je l'ai dit à plusieurs reprises. J'ai la chance de vivre dans une famille heureuse, c'est une grande chance, vous aussi d'ailleurs, et quand on a cette chance on se rend compte que c'est supérieur à toute autre chose dans la vie.

- La famille doit être la cellule de base de la société française. Elle a des problèmes matériels, on a cherché à les améliorer au cours des dernières années, et vous savez que, alors qu'avant, dans la période de prospérité, il n'y avait pas de progression du pouvoir d'achat des familles, depuis 1974 - deuxième effort de solidarité - il y a eu un effort de progression du pouvoir d'achat des familles.

- Ceci doit se poursuivre, avec un accent particulier pour les familles de trois enfants et plus, et également, il faut le dire, pour les femmes qui élèvent de très jeunes enfants. Ce sont les deux situations qui sont économiquement difficiles. Parce que, à partir de trois enfants, on voit bien que la charge, que la dépense pour la famille croît tout de même beaucoup plus rapidement.

- Quant à la natalité, vous avez vu, parce que c'est un signe de vitalité des Français, qu'en 1980 la natalité a remonté. Ce n'est pas encore suffisant, mais elle a remonté, et comme on n'arrive pas à trouver des explications détaillées de ce genre de phénomène, cela exprime en quelque sorte la vitalité d'une société, et cela prouve qu'en 1980 la France a retrouvé confiance en elle-même.\

QUESTION.- Mais dites-moi, ces jeunes qui vont grandir, je suis un peu inquiète pour eux parce que ceux que je vois, ceux que je connais, ceux que je fréquente, et j'en vois beaucoup, on a l'impression qu'ils sont angoissés, qu'ils ont peur du chômage. C'est un mot qui revient toujours dans leur conversation, ils ont peur de l'échec, très difficiles les études, et puis ils ont peur de la guerre.

- LE PRESIDENT.- Quand nous étions jeunes, moi c'était bien avant vous, nous avions peur de la guerre. Le problème de l'emploi ne se posait pas dans les mêmes conditions. On discutait, on se disait qu'est-ce qu'on va faire comme métier les uns les autres. La question était de savoir si on aurait la capacité d'accéder à ce métier, mais on se disait si on y accède, on l'aura.

- A l'heure actuelle, il y a encore ces deux craintes, il y a d'abord la crainte de la guerre, et je veux que la France reste un pays qui lutte pour la paix, que ce soit un pays fort mais pacifique. Et je souhaite pour la jeunesse française, j'ai vu d'ailleurs dans mes réunions, combien elle applaudissait ce thème, que nous restions un pays qui se bat pour la paix.\

`Réponse`

- Pour la question de l'emploi, j'ai présenté un certain nombre de propositions, détaillées, avec l'idée suivante : faire en sorte que d'ici 1985, toute jeune Française et tout jeune Français qui arrive en âge de travail se voit offrir soit un poste de travail, soit un emploi, soit la poursuite de sa formation parce que je souhaite que les jeunes Français accèdent au travail avec un niveau de formation élevé.

- Donc, il y a cette préoccupation de l'emploi. Je crois que ce n'est pas la seule préoccupation de la jeunesse et je crois qu'il y aurait tout de même d'autres préoccupations que celle-là.

la jeunesse et je crois qu'on aurait tort de croire qu'elle n'a que celle-là.

- Elle veut aussi, je dirais, avoir un rôle, faire quelque chose, que sa vie ait un sens, et c'est pourquoi je m'efforce de faire apparaître que la France est un pays qui doit avoir une vocation, qui doit faire quelque chose dans le monde.

- QUESTION.- Comment faire passer ce message-là ?

- LE PRESIDENT.- Ce message passe. Je suis très frappé par exemple du soutien que la jeunesse apporte à ma campagne `campagne électorale` ? Je suis très frappé de voir que les thèmes, - comme par exemple le Tiers-Monde, le fait que la France soit un pays généreux, qui agisse dans le monde, pas un pays replié sur son égoïsme, est un thème que soutient tout à fait la jeunesse française. Je veux que la jeunesse française connaisse le monde, pour cela qu'elle parcoure le monde autant que possible, et je veux qu'elle apparaisse comme une jeunesse qui apporte quelque chose.

- Donc, vous voyez : d'une-part, résoudre le problème de l'emploi, et, d'autre-part, que les jeunes aient le sentiment que leur vie a un sens.

- QUESTION.- De toute façon, le jour où ils seront tranquilles sur le problème de l'emploi, la vie aura un sens, vous savez.

- REPONSE.- Pas uniquement, non, on peut très bien avoir des sortes de sociétés assoupies. Non, il faut une société vivante qui s'intéresse aux problèmes du monde.

QUESTION.- Enfin, une dernière question : j'aimerais que vous m'expliquiez en détail ce que vous avez voulu dire dans l'une de vos dix propositions, je crois d'ailleurs que c'était la dixième £ les Français, propriétaires de la France ? Moi, j'adore le mot propriétaire, je trouve cela confortable, mais propriétaire de la France ?

- REPONSE.- Eh bien, j'ai dit ceci : les Français, propriétaires individuels de la France. Car il y a une forme de propriété de la France. Vous voyez qu'à l'heure actuelle il y a un rejet par les Français des structures étatiques ou trop étatiques, et donc, ce que je voudrais, c'est que les Françaises et les Français soient propriétaires individuels de la France. Vous en avez déjà beaucoup : par exemple, dans l'agriculture, un grand nombre d'agriculteurs possèdent leur exploitation ou leur outil de travail. Parmi les professions libérales, parmi les commerçants, les artisans, beaucoup de travailleurs qui supportent d'ailleurs des risques importants, sont propriétaires de leur activité économique, de leur fonds de commerce, mais je voudrais que ce soit une règle générale en France, que chaque Française et chaque Français se dise "je possède un bout de la France".

QUESTION.- C'est très français d'ailleurs comme sentiment.

- REPONSE.- Je crois que c'est parce que nous sommes un pays terrien d'origine, nous sommes un pays rural et nous avons le sens de la propriété.

- Deux exemples : d'abord l'actionnariat dans les entreprises £ il est pour moi tout à fait choquant que quelqu'un qui travaille toute sa vie dans une entreprise n'en possède rien. Vous avez vu ce qui a été fait. Il y a eu d'une part, ce que l'on a appelé "la Loi Monory" pour faciliter les achats d'actions, je crois que cela a concerné largement plus d'un million de personnes, aux alentours de deux millions de personnes. Il y a eu la loi que j'ai proposée au Parlement, qui l'a adoptée, pour la distribution d'actions aux salariés des entreprises, distribution gratuite, et j'ai eu les résultats ce matin : il y aura un million de bénéficiaires individuels, en réalité des familles qui vont recevoir ces actions, chacun en moyenne aux environs de 2400 F d'actions de leur entreprise. Cela n'est pas considérable £ ils deviennent propriétaires.

- Autre exemple : le logement. Vous vous rappelez qu'autrefois on construisait de grands ensembles, qu'à mon arrivée j'ai demandé que l'on arrête cela et que l'on se tourne vers la maison individuelle. On a construit en sept ans 1840000 maisons individuelles et je souhaite que la proportion s'accroisse. Pour faciliter l'acquisition de ces maisons, j'ai proposé, ce que j'ai appelé un "plan d'épargne propriétaire". Il y avait un plan d'épargne logement, je souhaite un plan d'épargne propriétaire, c'est-à-dire que les gens puissent acquérir leur logement et notamment leur premier logement, en particulier les jeunes. Que ce logement soit neuf s'ils veulent construire, ou que ce soit déjà un logement existant s'ils veulent améliorer ou utiliser un logement existant pour que, je vous le répète, chaque Français et chaque Française se dise "j'ai

des droits politiques en France, je suis un citoyen libre", on le voit bien d'ailleurs dans la campagne `campagne électorale`, on l'a même vu dans l'avant campagne, mais qu'ils se disent aussi "je participe à la vie de la France, je possède mon morceau de la France". Donc, c'est cela que j'ai voulu dire : les Français propriétaires individuels de la France.

- Aujourd'hui, nous avons parlé ensemble, Mme PEYSSON de la vie quotidienne des Français et demain je parlerai de la place et du rôle de la France dans le monde, de la grandeur de la France avec un historien Arthur CONTE, et je vous remercie d'avoir bien voulu me poser vos questions.\